



Les grands titres:

- À Doha, l'ONU pointe du doigt « l'épidémie » de la surpopulation carcérale
- Yémen : la détérioration des conditions de sécurité entrave l'apport d'une aide alimentaire par l'ONU
- Les progrès dans la lutte contre Ebola doivent être suivis d'efforts de rétablissement à long terme, selon l'ONU
- **DOHA** : l'ONU appelle à se servir du cadre juridique existant pour lutter contre le trafic de biens culturels
- A Washington, Ban Ki-moon discute des grands défis mondiaux avec des hauts responsables des Etats-Unis
- Madagascar : l'ONU annonce un nouveau produit pour combattre la malnutrition aiguë chez les enfants
- La promotion des droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme vont de pair, selon des experts de l'ONU
- L'ONU annonce la nomination prochaine d'un nouveau Conseiller spécial pour le Yémen

À Doha, l'ONU pointe du doigt « l'épidémie » de la surpopulation carcérale



16 avril - Avec plus de 10 millions de personnes emprisonnées dans le monde, la surpopulation carcérale a atteint des proportions épidémiques dans de nombreux pays, a déclaré jeudi un haut responsable de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDDC), lors du 13ème Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.

« La surpopulation carcérale peut également être considérée comme le symptôme d'un système judiciaire dysfonctionnel, et les problèmes de surpopulation doivent être traités par les administrations pénitentiaires, bien que les solutions soient rarement à leur portée », a affirmé une experte judiciaire de l'ONUDDC, Piera Barzano, lors d'un événement organisé en marge du Congrès contre le crime à Doha, au Qatar.

Il existe un ensemble de raisons susceptibles d'entraîner une surpopulation carcérale, qui ne sont pas confinées à des questions de justice pénale et s'étendent généralement à d'autres sphères de la responsabilité de l'Etat, comme l'accès aux services de santé, la politique sociale, l'éducation et l'emploi, a-t-elle poursuivi.

Le Congrès contre le crime, qui a lieu tous les cinq ans et se réunit cette année jusqu'au 19 avril, rassemble des gouvernements, des décideurs et des experts pour réfléchir à la meilleure façon d'intégrer la prévention du crime et la justice pénale dans l'agenda de l'ONU au sens large. Il met également l'accent sur les liens entre la sécurité, la justice et le développement durable.

La surpopulation carcérale se réfère au taux d'occupation et à la capacité officielle des prisons. Elle correspond à des situations où le nombre de détenus dépasse cette capacité officielle. Plus précisément, la surpopulation carcérale se définit comme un taux d'occupation supérieur à 100% des capacités d'une prison, un taux de 120% étant généralement considéré comme une surpopulation grave.

En 2014, 77 pays dans le monde enregistraient un taux d'occupation des prisons supérieur à 120%, certains d'entre eux allant



même jusqu'à atteindre près de 400%. Selon l'ONU, la surpopulation carcérale augmente également le risque de transmission de maladies et présente un défi de gestion pour les administrations pénitentiaires.

« La surpopulation carcérale impacte la qualité de la nutrition, de l'assainissement, de l'activité des prisonniers, des services de soins de santé et de la prise en charge des groupes vulnérables. Elle affecte la santé physique et mentale et le bien-être de tous les prisonniers. Elle génère de la tension et de la violence entre prisonniers et exacerbe les problèmes de santé mentale et physique existants », a déploré Mme Barzano.

« La surpopulation est un problème humanitaire très grave, car elle génère des conditions déplorables et inhumaines. Des dizaines de milliers de personnes sont obligées de vivre dans des logements encombrés dans un espace insuffisant pour se déplacer, s'asseoir ou dormir », a quant à elle déclaré Miroslawa Czerna du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), également présente à l'événement.

« Être pressé comme des citrons dans des cellules étroites dans des conditions d'hygiène déplorables et sans vie privée rend l'expérience d'être privé de liberté bien plus traumatisante que dans des circonstances normales. Elle érode la dignité humaine », a-t-elle ajouté.

Yémen : la détérioration des conditions de sécurité entrave l'apport d'une aide alimentaire par l'ONU



16 avril - Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) et ses partenaires distribuent actuellement des vivres pour 105.000 personnes déplacées dans la ville yéménite d'Aden, a déclaré jeudi l'agence humanitaire, tout en précisant qu'elle éprouvait les pires difficultés à nourrir les millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le pays en raison de la détérioration des conditions de sécurité.

« Nous demandons aux parties prenantes au conflit de nous permettre de reconstituer nos réserves de vivres et de carburant, afin que nous puissions sauver des vies », a déclaré la Représentante et Directrice du PAM au Yémen, Purnima Kashyap, dans un communiqué de presse.

« Après deux semaines d'intensification des violences, de nombreux yéménites souffrent de la faim et se retrouvent bloqués dans des villes et des villages où la nourriture commence à manquer. On constate aussi une pénurie de carburant, en particulier à Aden et dans certains quartiers de la capitale Sanaa », s'est inquiété Mme Kashyap, ajoutant que la situation était d'autant plus préoccupante que la moitié de la population du Yémen est en situation d'insécurité alimentaire et a du mal à se procurer assez de nourriture quotidiennement.

« Nous avons pré-positionné de la nourriture quelques jours avant le début des combats, mais nous avons du mal à atteindre les populations en raison de la détérioration des conditions de sécurité », a regretté la Directrice du PAM au Yémen.

Une Enquête sur la Sécurité Alimentaire réalisée par le PAM en 2014 a démontré que 10.6 millions de yéménites, soit 41% de la population totale, sont en situation d'insécurité alimentaire. Parmi ces 41%, 5 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire grave, et ont besoin d'une assistance alimentaire.

Le PAM estime aujourd'hui que, en raison de l'intensification des combats, plus de 12 millions de Yéménites sont en situation d'insécurité alimentaire.

Les progrès dans la lutte contre Ebola doivent être suivis d'efforts de rétablissement à long terme, selon l'ONU



16 avril - Les efforts intenses déployés pour contrôler l'épidémie d'Ebola dans les trois pays d'Afrique de l'Ouest les plus touchés doivent se poursuivre, a déclaré jeudi la Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Margaret Chan, en visite à Washington.

« L'objectif est d'aider les individus et leurs communautés à revenir à une vie normale », a insisté Mme Chan. « Cela signifie que les enfants vont retourner à l'école, les femmes vont à nouveau pouvoir faire les courses dans les marchés locaux et les moyens de subsistance

seront restaurés ».

La Directrice générale de l'OMS a insisté tout particulièrement sur l'importance de reconstruire les systèmes et services de santé pour réduire les risques qui étaient inhérents à la faiblesse de ces systèmes.

« Les systèmes de santé dans les trois pays étaient fragiles pour commencer », a reconnu le Mme Chan. « Ils se sont effondrés au cours de la flambée de fièvre d'Ebola ».

La Directrice générale a fait part de la nécessité de restaurer la confiance pour faire en sorte que les parents fassent vacciner leurs enfants et que les femmes enceintes donnent naissance à leurs enfants en toute sécurité.

De son côté, le Sous-Directeur général de l'OMS, Bruce Aylward, a fourni quelques impressions de la riposte contre Ebola sur le terrain. Il a également souligné l'importance de construire des systèmes de santé résilients et d'aider les Etats les plus touchés, à savoir la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, à récupérer.

Pourtant, a-t-il souligné, il sera impossible de se remettre complètement de l'épidémie si la tâche principale – éradiquer Ebola – n'est pas menée à son terme.

« Il y a un sentiment terrible et de plus en plus partagé que c'est déjà fait. Ce n'est pas le cas. Tout a commencé avec un cas. Il y avait 37 cas la semaine dernière. Ce n'est pas fini », a déclaré M. Aylward.

L'Envoyé spécial de l'ONU sur Ebola, David Nabarro, a quant à lui souligné combien la réponse mondiale à la « dévastation effrayante » causée par le virus Ebola a été difficile tout au long du processus.

« C'est une source d'insécurité qui doit être prise au sérieux, tout comme le terrorisme », a-t-il dit. « Nous avons besoin de défenses aussi bien financées et organisées que la lutte contre le terrorisme ».

DOHA : l'ONU appelle à se servir du cadre juridique existant pour lutter contre le trafic de biens culturels



16 avril - Alors que le trafic illicite de biens culturels est de plus en plus lié aux activités terroristes, les participants d'un atelier au Congrès de l'ONU contre le crime à Doha, au Qatar, ont exhorté jeudi les États membres à utiliser les instruments juridiques existants pour combattre ce crime et ont souligné combien il était important de sensibiliser le grand public.

« Nous encourageons tous les États membres à mettre en œuvre les conventions et les directives qui sont disponibles. Je pense qu'il y a suffisamment d'instruments juridiques pour être en mesure de lutter contre le trafic illicite de biens culturels », a déclaré la Représentante de l'UNESCO dans les pays du Golfe et au Yémen, Anna Paolini, lors de cet atelier.

« Nous encourageons les États membres à établir le registre et l'inventaire national de leur patrimoine culturel, parce que c'est un outil très important pour la gestion des risques et pour la prévention, ainsi qu'à introduire un plan de gestion des risques et à aligner et appliquer la législation locale », a-t-elle ajouté.

L'atelier était organisé par l'Institut national de la justice des États-Unis, l'Institut coréen de criminologie, le Conseil consultatif international scientifique et professionnel et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD).

« Tout particulièrement, en étant ici au Moyen-Orient, le berceau de la civilisation, c'est devenu un enjeu majeur avec le conflit qui se déroule dans la région », a déclaré Duncan Chappell, professeur de droit à l'Université de Sydney, dans une interview à la Radio des Nations Unies.

Selon l'UNESCO, le pillage des biens culturels de l'Iraq et de la Syrie a atteint une ampleur sans précédent. Il alimente les conflits en fournissant des revenus aux groupes armés et aux terroristes.

En février 2015, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution visant à renforcer la protection du patrimoine culturel en Syrie et en Iraq. En mars, la Directrice-générale de l'UNESCO, Irina Bokova, a lancé à Bagdad une campagne sur les médias sociaux, # Unite4Heritage, pour sensibiliser et renforcer le soutien à la protection du patrimoine là où celui-ci est menacé par le sectarisme et la violence extrême.

Les participants de l'atelier ont dit combien il était difficile de quantifier le phénomène du trafic de biens culturels. On estime que ce trafic génère entre 2 et 6 milliards de dollars par an.

« Les objets qui sont déterrés illégalement, personne ne va généralement le signaler, et c'est seulement quand ils apparaissent sur le marché que nous savons qu'ils ont été volés. Deuxièmement, Interpol, qui a une base de données plutôt bonne sur cette question, n'obtient pas nécessairement d'informations sur ce genre de fouilles illicites. Et la troisième raison est qu'il n'y a pas de bons inventaires dans la plupart des pays où ces objets ont été pris », a déclaré M. Chappell.

Selon Mariya Polner, conseillère politique à l'Organisation mondiale des douanes, « le travail des douanes peut être comparé à la recherche d'une aiguille dans une botte de foin ».

« La chaîne est aussi solide que son maillon le plus faible », a-t-elle ajouté. « Avec des efforts communs et de la bonne volonté, nous pouvons travailler ensemble pour préserver le patrimoine culturel pour les générations futures ».

Pour réduire la demande de biens culturels, Mme Paolini a déclaré que la sensibilisation, l'éducation, les efforts de communication aux niveaux mondial et local, sont importants, « afin de fournir un discours contrecarrant la propagande sectaire dans cette région ».

« Plutôt que de compter sur le droit pénal, qui est généralement utilisé pour punir avec des sanctions sévères les personnes qui sont engagées dans ce genre d'activités, nous devrions faire plus pour stopper la demande pour ce type de crime », a déclaré M. Chappell.

« Cela ne peut vraiment fonctionner qu'avec des gens qui sont prêts à acheter ces objets pillés. Les gens ferment les yeux sur leur provenance dans de nombreux cas et sont prêts à les acheter s'ils ont assez d'argent et si cela les intéresse. Ce genre d'attitude doit changer », a-t-il ajouté.

A Washington, Ban Ki-moon discute des grands défis mondiaux avec des hauts responsables des Etats-Unis



16 avril - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, était en visite mercredi à Washington, la capitale des Etats-Unis, où il devait rencontrer des membres du Congrès et divers autres hauts responsables du pays afin de s'entretenir sur les crises actuelles au Yémen et en Syrie, ainsi qu'un certain nombre d'autres questions urgentes, dont le virus Ebola et le changement climatique.

Lors d'un point de presse au siège de l'Organisation à New York, le porte-parole du Secrétaire général, Stéphane Dujarric, a déclaré aux journalistes que M. Ban avait rencontré des membres du Foreign Affairs Committee (Comité des affaires étrangères) de la Chambre des représentants des États-Unis et avait discuté des activités de l'Organisation sur de nombreuses questions d'intérêt commun, y compris le virus Ebola, le changement climatique, la Syrie et le Yémen.

Le Secrétaire général devrait également soulever ces questions dans le courant de l'après-midi, lors de sa rencontre avec les membres du Foreign Relations Committee (Comité des relations extérieures) du Sénat des États-Unis.

M. Ban a par ailleurs eu un déjeuner de travail avec le Secrétaire de la Défense des États-Unis, Ashton Carter.

Les deux responsables ont discuté des préparatifs pour le sommet de 2015 sur la réforme du maintien de la paix. Ils ont également parlé des missions de maintien de la paix des Nations Unies à travers le monde, y compris en Haïti, au Mali et au Soudan du Sud. Ils se sont également entretenus de la situation au Yémen.

Dans la soirée, le Secrétaire général devrait prendre la parole et répondre à des questions au National Press Club, un événement qui devrait être diffusé en direct sur les chaînes C-Span et WebTV ONU.

Madagascar : l'ONU annonce un nouveau produit pour combattre la malnutrition aigüe chez les enfants



16 avril - Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a annoncé jeudi l'utilisation d'un nouveau produit prêt à l'emploi pour combattre la malnutrition aigüe chez les enfants dans le sud de Madagascar.

« Il s'agit de sachets d'un complément alimentaire composé de poudre de lait, d'arachide, d'huile végétale, de sucre et d'un mélange de vitamines et minéraux qui seront distribués à près de 15 000 enfants de 6 à 23 mois des districts de Betioky, Beloha et Bekily, au sud du pays », a déclaré le PAM dans un communiqué de presse à Antananarivo ; la capitale du pays.

Selon le PAM, les populations des régions du sud de Madagascar subissent les impacts d'un déficit pluviométrique qui a causé des pertes de récoltes et détérioré la situation nutritionnelle des femmes et des enfants. En conséquence, le taux de malnutrition aigüe est plus élevé cette année par rapport à une année normale. L'évaluation rapide multisectorielle de la situation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle indique que 200.000 personnes dont 40.000 enfants dans sept districts sont affectés.

Cet appui nutritionnel est mis en œuvre sous la coordination du Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes et l'Office National de Nutrition, et en collaboration avec les partenaires Action Contre la Faim, Tamafa, l'association MADR Bekily, AGEX Tsihombe, Miaro Amboasary et les Filles de la Charité Bekily.

« Les enfants de moins de 6 à 24 mois sont les plus vulnérables à la malnutrition aigüe et le taux de mortalité due à ce fléau est particulièrement élevé à cet âge. Ce produit spécial contribue à réduire les maladies et la mortalité causées par la malnutrition aigüe. Son conditionnement en pot facilite sa distribution et son utilisation », a expliqué la Chargée de Nutrition au sein du PAM à Madagascar, Nora Hobbs.

Cette assistance nutritionnelle vient de commencer et durera trois mois, selon l'agence onusienne. Les femmes enceintes et les femmes allaitantes malnutries de ces districts recevront mensuellement une ration nutritionnelle composée d'huile fortifiée en vitamine A et de Super Cereal, une farine enrichie à base de maïs et de soja.

En outre, le PAM renforce la capacité de ses partenaires locaux à travers des formations sur les objectifs de l'assistance, les critères de sélection des personnes assistées, la mise en œuvre de la distribution des compléments nutritionnels et surtout à travers des conseils appropriés sur l'utilisation de ces produits spécifiques.

La promotion des droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme vont de pair, selon des experts de l'ONU



16 avril - Seul un strict respect des normes internationales en matière de droits de l'homme garantira le succès des stratégies mondiales antiterroristes, ont déclaré jeudi deux experts des droits de l'homme des Nations Unies.

« De la même façon que nous condamnons le terrorisme, en particulier à un moment où la communauté internationale réaffirme son engagement sans réserve pour le combattre, nous devons exiger que les droits humains soient respectés dans le cadre d'un tel défi », a déclaré le Rapporteur spécial des Nations Unies actuel sur la promotion et la protection des droits

de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, Ben Emmerson, et le Rapporteur spécial de l'ONU sur la liberté de religion ou de conviction, Heiner Bielefeldt, dans un communiqué de presse.

Se référant à la récente attaque terroriste contre l'Université de Garissa, au Kenya, dans laquelle au moins 147 étudiants et enseignants ont été tués, les deux experts ont déclaré que l'incident a démontré une fois de plus « l'urgente nécessité de repenser les réponses antiterroristes, fondées sur la stricte application de la loi et la force militaire », ajoutant qu'il était nécessaire pour les Etats membres de prendre « plus au sérieux » la dimension non-religieuse du terrorisme.

« Cela est particulièrement vrai lorsqu'ils sont confrontés à des défis tels que les conflits armés, la mauvaise gouvernance, la dégradation environnementale, les corruptions endémiques, les héritages historiques complexes d'un pays, l'extrême pauvreté, la discrimination sociale, culturelle, économique et politique, ainsi que la marginalisation d'une grande partie de la population, ou des périodes prolongées d'effondrement de l'État », ont ajouté les experts.

Ces circonstances, ont-ils poursuivi, fournissent « un terreau fertile pour le recrutement » aux mouvements extrémistes qui promettent à leurs fidèles un changement du statu quo, mais ont recours à des moyens « inacceptables » pour atteindre leurs objectifs.

« En promouvant activement et en protégeant les droits humains, les Etats contribuent à la prévention du terrorisme dans un effort pour s'attaquer à ses causes profondes et aux facteurs de risque », ont ajouté M. Emmerson et M. Bielefeldt. « Ce n'est pas uniquement une question de légitimité ; c'est aussi une question d'efficacité de la prévention ».

Si les deux experts ont encouragé les Etats à reconnaître la souffrance des victimes d'actes terroristes et à en assumer la responsabilité, ils ont cependant averti que la souffrance des victimes ne devrait jamais être instrumentalisée à mauvais escient, comme un prétexte pour nier les droits humains des personnes soupçonnées de terrorisme.

« Cela ajoute au cercle vicieux du terrorisme en contribuant à la déshumanisation des victimes du terrorisme », les experts indépendants ont conclu. « Le véritable respect de l'humanité des victimes exige que la protection des droits de l'homme ne soit pas invoquée pour restreindre les droits humains ».

L'ONU annonce la nomination prochaine d'un nouveau

Conseiller spécial pour le Yémen



16 avril - Un nouveau Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Yémen sera prochainement nommé afin de remplacer Jamal Benomar, a déclaré jeudi un porte-parole de l'Organisation.

Ce remplacement fera suite à la demande effectuée par M. Benomar de changer d'affectation, a précisé le porte-parole dans un communiqué de presse rendu public dans la soirée du mercredi 15 avril au siège de l'ONU, à New York.

« Un successeur doit être nommé en temps voulu. Jusqu'à ce qu'alors, et au-delà, l'Organisation des Nations Unies continuera à ne ménager aucun effort pour relancer le processus de paix afin de remettre la transition politique sur les rails », a déclaré le porte-parole.

« M. Benomar a passé les quatre dernières années à travailler en étroite collaboration avec les Yéménites afin de réaliser leurs aspirations légitimes à un changement démocratique », a salué le communiqué.

« Au nom du Secrétaire général [de l'ONU, Ban Ki-moon], M. Benomar a négocié l'accord de transition de novembre 2011 ; a facilité la conclusion de la Conférence de dialogue national en janvier 2014 après 10 mois de délibérations ; et a agi comme médiateur pour la signature de l'accord de partenariat national pour la paix en septembre 2014 », a précisé le porte-parole, ajoutant que plus récemment, M. Benomar avait présidé et facilité des négociations pendant plus de deux mois afin de retrouver la voie de la transition démocratique.

« Malheureusement, ce processus a été interrompu par l'escalade dramatique de la violence », a regretté le communiqué.

« Le Secrétaire général est grandement reconnaissant à M. Benomar pour ses efforts inlassables accomplis année après année afin de promouvoir le consensus et la confiance en une solution pacifique au Yémen », a conclu le porte-parole.